M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le député poursuive ses remarques?

Des voix: Entendu.

L'hon. M. Flemming: Je vous remercie, monsieur l'Orateur, ainsi que mes collègues. Je vous assure que je n'en aurai que pour quelques minutes.

J'ai dit que nous ne pouvions rien accomplir avec notre ancien gouvernement et nous n'avons rien accompli avant qu'un nouveau gouvernement parvienne au pouvoir, le 10 juin 1957. Ensuite, les choses ont changé. Le nouveau gouvernement a présenté un bill qui permettait à nos industries d'obtenir de l'énergie à meilleur marché. Grâce à un arrangement financier, les subventions de redressement pour les provinces Atlantiques ont vu le jour.

Ici, je veux rendre hommage au premier ministre de l'époque, le meilleur ami des provinces Atlantiques à jamais occuper le poste. Je veux parler du très honorable député de Prince Albert (M. J. G. Diefenbaker). Il a mis en œuvre pour les provinces atlantiques une subvention spéciale de redressement qui a ajouté 25 millions de dollars par année, de 1958 à 1962, aux recettes des quatre budgets provinciaux, soit un total de 100 millions de dollars sur une période de quatre ans. Ensuite, il a été prévu une hausse annuelle de 10 millions, donc l'octroi de 35 millions par an pendant les cinq années suivantes. Le total de 175 millions a été approuvé. Le partage entre les quatre provinces atlantiques était dans un rapport de 3-3-3-1.

La deuxième période allait de 1962 à 1967. Puis il y eut l'Office d'expansion économique de la région atlantique, dont la loi fut adoptée à la fin de janvier 1963. Les députés savent-ils ce que des octrois de redressement signifiaient pour le budget de ces petites provinces, mais je parle en connaissance de cause en disant que l'encouragement fut énorme.

L'Office d'expansion économique de la région atlantique était chargé de faire des études et des recherches sur les ressources jusque-là non exploitées des provinces atlantiques. Aucun crédit spécial n'avait été voté. L'opposition libérale de cette époque fit beaucoup de chichis à ce sujet, mais il y avait une raison à cela et c'est qu'il fallait rendre disponibles toutes les ressources du pays afin de mettre en valeur celles qui n'étaient pas exploitées et qui méritaient de l'être. Après les recherches et les études, et sous réserve de l'approbation de l'Office, les demandes d'aide pour la mise en valeur devaient être adressées au gouvernement du Canada. C'est sous cette rubrique que devrait entrer le harnachement de l'énergie marémotrice de Fundy.

[M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde).]

Mon ami de Cumberland-Colchester-Nord (M. Coates) a présenté hier soir un projet de résolution demandant au gouvernement d'envisager cette entreprise prodigieuse de production d'énergie marémotrice dans la baie de Fundy. Ce sont les plus hautes marées du monde, agitées toutes les 24 heures par le flux et le reflux et dont la puissance potentielle peut être mise à contribution par des groupes réversibles turbine-alternateur. Ce projet devait faire l'objet d'une étude de l'Office d'expansion économique de la région atlantique.

Ma région, aux environs de Woodstock, possède aussi du manganèse à faible teneur. Le comté de Charlotte possède aussi de l'étain, le seul gisement connu au Canada mais qui, semble-t-il, n'est pas assez riche pour justifier son exploitation, sans au moins un secours extérieur. Tel à mon sens devait être le but de l'Office.

Les premières étapes des deux programmes de développement pourraient nécessiter l'aide du gouvernement. Le concept de cette initiative provient de l'Office d'expansion économique de la région atlantique. Il était de même question que l'Office collabore avec les provinces et l'industrie privée. C'est ce genre de collaboration qui a permis d'établir la plus grande usine de traitement des produits alimentaires au Canada, McCain Foods, située à Florenceville, dans le comté de Carleton. Nous sommes tous fiers de cette réussite et des activités qu'elle déploie maintenant dans le monde entier. On croyait cet objectif impossible à atteindre pour des raisons géographiques. Mais l'industrie privée y a joué le principal rôle et a atteint le but grâce à sa conception de l'avenir.

D'après un rapport, l'Office aura peut-être un caractère consultatif, mais seulement à l'avenir. J'espère qu'il n'en sera pas ainsi, mais si le gouvernement juge cette mesure appropriée, je serais personnellement heureux de collaborer avec le ministre du développement régional dans toute activité qu'il jugera nécessaire pour stimuler l'économie de la région atlantique ou même de toute autre région. J'ai lu le discours prononcé par le ministre à l'adresse du Conseil économique des provinces atlantiques et j'estime que son discours n'insistait pas assez sur le rôle de l'industrie privée. Le Conseil économique des provinces atlantiques n'a jamais disposé de fonds publics, si légers soient-ils. Il s'agit d'un organisme de l'industrie ou de l'entreprise privée qu'on pourrait utiliser pour tirer le meilleur parti de chaque dollar. Les fondements de l'expansion économique appartiennent à l'entreprise privée qui a seulement besoin des encouragements du gouvernement.

Je voudrais maintenant exprimer ma reconnaissance au ministre des Forêts et du Développement rural (l'honorable M. Marchand).